

Rédacteur en chef :
Maguy BACQUÉ

Directeur de la publication :
Jacky OUAKNINE

Maquette :
Jean BELUCH

n. 1143 D 73

UNEF INFORM

BULLETIN INTÉRIEUR A L'UNEF - N. 7

25, rue Bouret 75019 - PARIS

Tél. 209.02.50

A quelques semaines du 65ème Congrès de l'UNEF, alors que dans chaque ville s'engage le débat, le Bureau National a décidé de publier une information sur les grandes questions en discussion dans l'organisation.

Autour de ces quelques axes, de textes soumis à la discussion, le débat doit se poursuivre le plus large possible, s'enrichir de la réflexion de chacun, de chaque comité, de chaque association.

Les congrès de comité, d'AGE, sont l'occasion de faire le bilan de notre activité, de discuter notre orientation, mais aussi de prendre des décisions concrètes importantes quant au développement de notre activité.

PERSPECTIVES D'ACTION

CREATION DE SERVICE - TRAVAIL DE NOS ELUS

Afin qu'UNEF-INFORM soit encore plus le reflet d'un débat qui s'annonce déjà riche, que les idées, les avis différents s'expriment circulent, nous l'invitons à nous faire part, comme l'ont déjà fait certains camarades, de tes réflexions personnelles de comité ou d'A.G.E.

UNEF-INFORM publiera toute la contribution dans une limite de 3.700 signes.

1) - LA SITUATION DES ETUDIANTS

Depuis dix ans, une modification considérable de la situation des étudiants et des universités s'est produite. Le fait essentiel c'est l'aggravation des conditions d'existence pour le plus grand nombre.

a) Les inégalités :

La plus importante cause de difficultés c'est l'inégalité sociale, c'est-à-dire l'inégalité fondée sur les origines sociales de l'étudiant, ses ressources, celles de ses parents.

L'examen précis de l'évolution du pouvoir d'achat des étudiants, de leurs conditions d'existence, montre clairement qu'il est plus difficile aujourd'hui d'être étudiant.

Les étudiants sont victimes de la hausse des prix. Or, dans le même temps, les bourses connaissent une baisse brutale de leur pouvoir d'achat.

Les fortes augmentations des services universitaires (multiplication par deux des tarifs des restaurants universitaires et des cités en trois ans) accentuent ce phénomène.

Le développement du chômage et des difficultés des familles entraînent une extension du salariat étudiant. Celui-ci est en forte progression, il entraîne l'abandon l'échec (plus de 60 % des étudiants salariés ne réussissent pas leur année universitaire) il est source d'un immense gâchis.

Ainsi, nous pouvons tirer deux aspects essentiels :

- pour un nombre toujours plus grand d'étudiants, l'objectif essentiel - conditionnant bien évidemment nos axes de lutte - tend à devenir « rester étudiant ».

Le caractère inégalitaire de l'université se trouve renforcé, le critère social étant le premier facteur de sélection ; celle-ci s'opère à l'entrée de l'Université en interdisant de fait l'entrée aux bacheliers des couches défavorisées, puis durant tout le cursus.

Enfin, si la ségrégation et la sélection sociale sont le moteur essentiel de l'élimination universitaire, le syndicat doit se préoccuper des autres facteurs d'inégalités.

- L'inégalité entre étudiants et étudiantes.
- L'inégalité entre étudiants français et étranger,
- L'inégalité entre les différents secteurs d'études.

b) Mal vivre, mal étudier, ne rien pouvoir décider :

Au delà des inégalités multiples existantes, un grand nombre de problèmes se posent à l'ensemble des étudiants. Le syndicat doit s'en préoccuper.

- En premier lieu, tous sont confrontés au scandaleux manque de moyens dont souffrent les Universités.

Alors qu'étudier dans la France de 1979 nécessite des moyens pédagogiques, des équipements nouveaux, l'utilisation de techniques modernes, l'austérité règne dans les facts et altère qualité et rendement de l'enseignement supérieur.

Nous devons porter attention à tout ce qui fait les difficultés d'étudier, rend parfois les études dérisoires.

La pénurie dont souffrent les bibliothèques universitaires, les centres de recherche, les enseignements techniques... s'oppose à un enseignement de qualité, c'est le résultat d'une politique d'austérité, de compression des budgets.

- Ensuite, chacun connaît l'inquiétude devant la qualité des formations et les perspectives de débouchés.

L'enseignement est le plus souvent sclérosé, inadapté, poussiéreux. Les formations qui sont reçues ne préparent pas bien à un métier (sauf à de rares exceptions) à une connaissance scientifique de valeur.

Les conditions de travail des enseignants ne leur permettent pas de se renouveler, d'intégrer les résultats des progrès de la connaissance.

Le syndicat doit se pencher en particulier sur le problème des examens. Nous sommes de fait revenus à une situation proche de l'avant 68 : examen guillotine, détournement du contrôle en course d'obstacle permanente.

Les tentatives de retour au cours magistral visent à accentuer ce retour au passé.

Ces multiples barrages, l'extension du salariat entraînent une augmentation très importante des échecs en premier cycle et même la diminution du nombre de licenciés.

Enfin, la question de l'emploi se pose avec force. Si le diplôme universitaire confère à l'évidence un avantage pour « affronter » la vie active, il n'en demeure pas moins que les risques de déqualification et de chômage pèsent sur chaque étudiant.

Ainsi le problème de l'avenir professionnel devient une angoisse pour chacun.

A l'évidence, d'autres problèmes existent, ceux de la participation des étudiants à la vie culturelle et artistique, le droit au sport, au logement, aux loisirs, à un cadre de vie acceptable n'en sont que quelques uns souvent les plus sensibles.

Enfin, chacun ressent un immense manque à gagner dans l'université du fait de l'éloignement des étudiants de tous les centres de décisions. Le gouvernement fait tout pour évincer les étudiants, réduire les prérogatives des élus.

Dans les facts, c'est le règne de l'arbitraire. L'aspiration à décider de ce qui nous concerne, à prendre en main notre vie d'étudiant devient ainsi une exigence majeure.

Le projet de Manifeste doit être sur ce point enrichi.

Ainsi, il est difficile, de plus en plus difficile d'être un jeune travailleur intellectuel en formation. Sur chaque aspect de notre situation, nos aspirations sont mutilées.

La politique suivie est en nette aggravation. Ainsi, cette année, la barre de l'intolérable est franchie. Si les luttes ne parviennent pas à endiguer ce phénomène, le pays court le risque du sacrifice d'une génération d'étudiants.

2) L'AGGRAVATION DE LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE DU GOUVERNEMENT

L'année universitaire en cours voit les plus graves attaques jamais portées contre l'Université. Au début de l'année universitaire, l'UNEF a lancé un cri d'alarme. Cette démarche se trouve aujourd'hui, largement justifiée.

Face aux difficultés qui les assaillent, dans leurs luttes de chaque jour, les étudiants sont amenés à se poser une question : qui porte la responsabilité d'une telle situation ?

Il est nécessaire que l'UNEF apporte des explications. Pour que les conditions de la lutte revendicative soient claires et que les chances de succès soient ainsi renforcées.

Définie par les précédents congrès de l'UNEF, notre position est connue : «C'est le gouvernement qui porte l'entière responsabilité de la situation actuelle».

Une telle position ne vient pas d'un a priori anti-gouvernemental, c'est le fruit d'une analyse sereine tirée de l'expérience des étudiants, de la synthèse des luttes revendicatives.

Ainsi, comme le déclare le projet de Manifeste «Le gouvernement et le patronat installent ouvertement les Universités comme le pays dans une crise qu'ils aggravent».

En effet, malgré ses multiples tentatives, le gouvernement n'est pas parvenu à mettre en place l'Université dont il rêve. Les luttes estudiantines et universitaires, le dynamisme maintenu de l'université, la force de la revendication populaire du droit aux études l'a contraint à remisé ou à n'appliquer que partiellement les projets globaux qui sont les siens depuis dix ans.

C'est pour cela qu'aujourd'hui le gouvernement lance une attaque frontale contre l'institution universitaire. Toute sa politique vise à adapter l'université aux besoins non pas des populations mais à ceux des patrons.

* Pour cela Madame Saunier Séité a déclaré en 1977 vouloir réduire de 300.000 (près de la moitié) le nombre des étudiants.

* Dans le même temps, il tente de mettre en place une carte universitaire mutilante, adaptant ainsi la carte géographique des enseignements au démantèlement régional.

* Enfin, le gouvernement s'attaque à des secteurs entiers de l'Université, désagrégeant le potentiel universitaire, ne conservant que les enseignements jugés par lui rentables.

Dans nos luttes, un mot d'ordre s'est fait jour : «Ils cassent les universités comme ils cassent les usines», c'est clair, quand le gouvernement décide de brader une région, une branche d'industrie, il décide en même temps de sacrifier les secteurs universitaires chargés de fournir les cadres pour celles-ci.

Enfin, s'il n'est du ressort de l'UNEF de définir une politique européenne pour notre pays, force est de constater que les ministres de l'enseignement supérieur de la CEE mettent en place une politique commune qui ferait de l'université française une université de 2ème zone.

Face à cette situation, la préparation du Congrès doit permettre à tous les syndiqués d'analyser la situation de son université, de son secteur d'étude, de sorte que l'UNEF puisse définir des axes revendicatifs locaux sur lesquels nous appellerons à la lutte.

La situation des étudiants, la gravité des attaques du gouvernement renforcent la nécessité de développer dans un même mouvement une bataille revendicative d'une ampleur nouvelle et le potentiel de service du syndicat.

La discussion sur l'orientation du syndicat, engagée dans la préparation du Congrès doit être fondée sur la défense des intérêts des étudiants devra prendre en compte ces deux pôles de l'activité syndicale.

3) - POUR GAGNER, UN SEUL MOYEN, DEVELOPPER LA LUTTE, PROMOUVOIR L'ENTRAIDE

a) L'entraide :

Développer nos services, doit être la première démarche du syndicat. En effet, c'est la première préoccupation des étudiants qui ne peuvent attendre de futurs succès revendicatifs pour faire face à leurs difficultés.

Rester étudiant, agir en ce sens, c'est d'abord en créer les conditions par le biais d'un système d'entraide parant au plus pressé et évitant l'abandon des études.

Enfin, l'immense majorité des étudiants a besoin d'un système d'entraide qui leur permette de mieux vivre (service emploi logement, service voyage, service culturel...), et de mieux étudier (polycopiés, coopérative, bourse aux livres...).

Base première du rassemblement des étudiants, l'existence de services part donc de la réalité de la vie étudiante et des besoins étudiants. Leur création et leur développement est donc une tâche essentielle de l'UNEF qui fonde toute son orientation sur la défense des intérêts des étudiants.

Ainsi, la création et la gestion des services par les étudiants constituent la première forme de leur auto-organisation.

De plus, comme le dit le projet de résolution sur l'entraide des étudiants ; «l'aggravation des mesures gouvernementales en renforce la nécessité, chaque création de service parce qu'elle offre la possibilité d'étudier dans de meilleures conditions voire de rester étudiant, est à mettre à l'actif de l'action syndicale».

Liquidé entre 67 et 71, le système d'entraide a été partiellement reconstruit. Alors qu'il n'existait plus rien, en 10 ans, une importante infrastructure de services a été remise en place, la création de services nationaux. L'existence au plan local d'un tissu (dont la densité est variable mais non contestable) de services sont autant d'atouts importants pour les étudiants.

Il est clair que l'UNEF est loin de mettre à la disposition des étudiants, l'ensemble des services dont ils ont besoin. Cela vient souvent d'une attitude étroite, n'invitant les étudiants ni à créer leurs services, ni à s'associer à leur organisation.

Il convient dans l'avenir de prêter une attention plus soutenue à cette question qui apparaît comme essentielle.

b) L'action démocratique

Quelle amélioration, quel changement sont-ils obtenus sans protestations, sans action ?

Organisation syndicale, l'UNEF a pour objectif d'agir et faire agir pour que s'améliore la situation des étudiants. C'est ce rôle qu'elle tient avec détermination et qui lui vaut la confiance d'un nombre toujours plus grand d'étudiants.

Lutter, agir, pour défendre ses intérêts est une idée que l'UNEF a fait largement progresser. La masse des étudiants est aujourd'hui plus consciente qu'hier de cette nécessité.

Alors que le 1er trimestre 78/79 a été et de loin le trimestre le plus riche en actions revendicatives depuis de nombreuses années, plusieurs questions sont en débat à l'Université. Le 65ème Congrès doit y apporter des réponses aptes à faire progresser le mouvement des luttes.

Nous aborderons ici deux questions essentielles : quels objectifs pour l'action, quelle démarche syndicale dans la conduite des luttes.

a) Nos objectifs :

Les objectifs de lutte, le programme d'action de l'UNEF proviennent des exigences et des aspirations des étudiants.

Ces objectifs exprimés dans la plateforme revendicative votée par le 64ème Congrès sont des objectifs réalistes.

Ces grands objectifs sont rappelés dans le Manifeste.

Il est évidemment indispensable que les A.G.E. et les Comités élaborent leur programme d'action, débattent avec l'ensemble des étudiants.

Etre à l'écoute de tous les problèmes, de chaque revendication si petite soit-elle est une exigence pour notre activité syndicale.

Dans le même temps le Bureau National propose de mettre en avant 5 objectifs d'actions prioritaires.

Ces objectifs d'action, permettant une fois victorieux d'inverser la tendance actuelle d'élimination étudiante, de bradage de l'université et de renforcement de l'autoritarisme.

Ces objectifs sont les suivants :

- 5 AXES PRIORITAIRES :

* Bourses

- * Augmentation immédiate de 30 % du montant global des bourses,
- * Echelle mobile indexée sur la hausse du coût de la vie et visant à une augmentation annuelle de leur pouvoir d'achat,
- * Versement de chaque terme de bourse avant le début du trimestre et droit automatique à des avances sur bourses,
- * Rétablissement du 7ème échelon attribué sur critères sociaux, x
- * Attribution d'un 4ème terme de bourse.

* CROUS

Il faut faire des CROUS un grand service public social et culturel qui joue tout son rôle d'aide aux étudiants.

- * Blocage des tarifs universitaires,
- * Remboursement de la TVA aux CROUS,
- * Maintien de la parité Etat-Etudiants dans les tarifs,
- * Construction de nouveaux équipements restau-U Cités U
- * Amélioration de la qualité des repas (contrôle médical régulier)
- * Arrêt des mesures disciplinaires dans les cités universitaires,
- * Création de commissions avec Présence Etudiante sur les repas et conditions de restauration.

* Examens

- * Un contrôle des connaissances qui soit une réelle évaluation des connaissances et non une course d'obstacles
- * Libre choix entre contrôle continu et examen final,
- * Compensation des notes et report des notes supérieures à la moyenne,
- * Participation consultative des délégués étudiants aux jurys d'examens,
- * Double correction des examens,
- * Création de commissions d'années paritaires étudiants-enseignants.

* Maintien du potentiel universitaire

- * Maintien des enseignements existant dans chaque université,
- * Création des 2ème cycles dans les petits centres universitaires,
- * Ouverture de négociation sur l'implantation des nouveaux enseignements nécessaires.
- * Des moyens financiers pour assurer le fonctionnement des universités, le développement des équipements et d'un matériel pédagogique suffisant.

Dans l'immédiat attribution d'un collectif budgétaire de 728 millions de francs.

* Extension des droits des étudiants et de la démocratie à l'Université

- * Abrogation du quorum électoral,
- * Droit de regard, de contrôle, de décision des étudiants dans le fonctionnement de l'Université de l'UER,
- * Déblocage de moyens pour les élus dans l'exercice de leur mandat,
- * Abrogation de la circulaire Bonnet et obtention des mêmes droits pour les étudiants étrangers que pour les étudiants français.

Les multiples acquis locaux, le succès des étudiants d'EPS, le recul de Saunier obligée de retarder d'un an l'application de sa carte universitaire, montrent que seule la lutte paie et qu'il est possible de faire céder le gouvernement même sur des objectifs essentiels.

Nos objectifs de lutte, enrichis au niveau local, doivent devenir le lot commun des étudiants de France.

De grandes initiatives d'action dans le courant des 2ème et 3ème trimestres permettront aux étudiants de forcer le gouvernement à l'ouverture de négociation sur ces axes revendicatifs.

b) La conduite de l'action

Ce qui guide le syndicat dans la conduite de l'action sa «philosophie des luttes» c'est la démocratie. L'expérience montre qu'un déroulement démocratique est une condition essentielle pour des luttes massives et responsables.

Le souci des Comités UNEF est donc d'associer en permanence la grande majorité des étudiants à l'action.

Ce qui ne se limite pas à une consultation formelle à tel ou tel moment de l'action mais à une association permanente à tous les stades : élaboration des revendications, décision de la forme de la lutte, débat sur la tactique à suivre, conditions de négociation, débat sur les résultats.

La présence et l'action de l'UNEF à la direction des luttes soit être un gage de démocratie, un rempart contre les tentatives de magouilles et de récupération.

Notre volonté est donc de faire qu'en permanence, les étudiants prennent en main leur lutte.

Des progrès incontestables ont été réalisés dans ce sens, il convient d'accentuer cette tendance, gage des succès.

Enfin à chaque moment, dans la lutte, il nous faut poser comme perspectives la négociation, car négocier c'est lutter.

Le résultat de la négociation c'est l'expression du rapport de forces que nous avons su créer en faveur des étudiants.

Alors contraindre le gouvernement par la négociation à reculer, c'est autant d'acquis pour améliorer notre vie, nos études, c'est autant de point d'appuis pour nos luttes.

Dans la politique du tout ou rien, le gouvernement a sa réponse toute prête : RIEN.

Ainsi, aujourd'hui plus que jamais, il nous faut préciser nos revendications pour obliger les responsables universitaires à tous les niveaux à négocier à satisfaire point par point nos propositions syndicales.

c) La recherche de l'unité d'action

Avec l'union des étudiants, se pose le problème de l'unité d'action avec les autres usagers de l'université et les différentes couches de la population.

Il s'agit, dix ans après mai et juin 68, d'un sujet d'une brûlante actualité et c'est pour cette raison que l'un des trois thèmes du Congrès concerne l'unité des étudiants, des enseignants et des travailleurs.

Comme le dit le Manifeste :

«C'est parce qu'ils sont ensemble confrontés aux effets nocifs d'une même politique, qu'étudiants, enseignants, travailleurs luttent ensemble et que leurs actions convergent. Plus que jamais, cette unité dans l'action est à l'ordre du jour, elle est nécessaire pour faire céder le gouvernement, pour le contraindre à la négociation».

Mais la recherche de l'unité d'action n'est pas chose aisée.

- Si des rapports fructueux existent entre l'UNEF, le SNESUP, la CGT et d'autres grandes organisations syndicales, si des contacts nationaux intéressants sont pris avec le SGEN-CFDT, des difficultés persistent du fait des blocages entretenus par la CFDT et la FEN.

- Si des progrès considérables ont été enregistrés au plan local dans le travail en commun, et au plan national dans des actions telles que la défense du potentiel universitaire, les problèmes de la sécurité sociale où des initiatives de solidarité internationale, il reste que l'insuffisance de cette unité peut peser dans le sens de la mobilisation.

Comité et AGE de l'UNEF doivent réfléchir à des initiatives de renforcement de l'unité d'action.

Dans ce sens, l'UNEF se félicite de tout progrès de l'unité d'action dans la population. Organisation nationale, l'UNEF aspire à être plus encore partie prenante du débat d'unité d'action.

Ainsi l'UNEF prend position sur les grandes questions qui traversent le mouvement syndical, en faisant sienne la règle de non ingérence qu'elle exige pour elle-même.

Pour aider à cette recherche constante de l'unité d'action, le Bureau National, mandaté par le Collectif National, a pris deux initiatives :

1) le Bureau National propose que se crée une instance intersyndicale de liaison entre les trois organisations universitaires les plus représentatives : le SNESUP, le SGEN et l'UNEF,

2) Le Bureau National propose qu'aux plans local, régional et national tous les contacts soient pris pour l'organisation d'initiatives largement unitaires pour la défense de l'Université avant la fin de l'année universitaire.

Enfin, au niveau strictement universitaire, l'action serait renforcée par une recherche plus systématique de l'unité d'action avec l'ensemble des usagers de l'université et notamment les personnels non enseignants qui constituent une force essentielle dans la vie universitaire.

Le syndicat doit avoir conscience que la recherche de l'unité n'est pas chose simple, mais l'existence d'une réelle communauté d'intérêts peut ouvrir la voie à un large champ d'action commune.

4) - POUR AVANCER

La question en débat dans l'organisation, c'est comment faire pour avancer, progresser dans la voie que nous nous sommes définie. Cela est naturel.

1) et d'abord où en est le mouvement étudiant :

+ un bilan positif

Depuis mai et juin 68, le Monde étudiant a mis à son actif un riche bilan.

Les étudiants se sont opposés sous des formes diverses à la plus part des mauvais coups du gouvernement. Si comme toutes les couches de la population le mouvement étudiant a subi des insuccès, la tendance générale est que les étudiants ont contraint le gouvernement à mettre au rencart nombre de ses projets ou n'ont permis que l'application partielle des autres.

Les étudiants sont passés de quelques flambées à l'action permanente moins spectaculaire mais profondément efficace.

La diversité des luttes menées en particulier ces deux dernières années permet de comptabiliser un nombre d'acquis incomparable par son ampleur à celui des années précédentes.

Une telle évolution est également marquée par une présence accrue dans toutes les luttes sociales au côté des couches populaires.

Enfin, cette évolution est marquée par l'élargissement de l'action à des secteurs naguère peu combatifs tels dentaire, pharmacie, archi...

Dans la période qui nous sépare du dernier Congrès, cette tendance s'est confirmée malgré le frein causé par les échéances politiques et la focalisation qu'elles ont entraîné au niveau national.

Les luttes d'Archi, celles victorieuses d'EPS, la puissante action unitaire contre le décret du 20 septembre et la mise en place de la carte universitaire, les reculs obtenus du gouvernement sur ce dernier point confirment cette analyse.

Les importants succès syndicaux remportés lors des élections universitaires par les délégués Présence et Action Etudiante vont dans ce sens.

Enfin, il faut noter la résistance opposée par les étudiants aux tentatives d'asphyxie de l'UNEF.

+ qualité et maturité

Si ces succès sont remportés, c'est que l'action étudiante a progressée en qualité et en maturité. De manière continue de 68 à 76 puis plus importante depuis 1976, leur caractère de masse, responsable et démocratique s'est affirmé.

La mise en avant d'objectifs revendicatifs précis, fondés sur la réalité de l'université, la reconstruction du potentiel de services, les progrès de l'unité d'action le retour du Mouvement étudiant français dans le concert international, la publication de Campus sont autant d'éléments significatifs de cette progression.

+ A l'actif de l'UNEF

Comment ne pas voir que ces progrès, ces succès n'ont été rendus possibles que grâce à l'action de l'UNEF.

Le syndicalisme étudiant est aujourd'hui une force qui compte. La présence et l'action étudiante est liée à celle de l'UNEF. Sans cette présence et cette action, le gouvernement aurait renforcé sa pression, des pans entiers de l'université seraient à bas, des milliers d'étudiants auraient été contraints à l'abandon.

Ceci nous autorise à dire que le fait essentiel survenu à l'université depuis 10 ans est constitué par le renouveau puis l'affirmation du fait syndical.

Dans la préparation du 65ème Congrès, les syndiqués se doivent d'analyser ce bilan de manière critique et constructive. Les succès importants ne doivent pas cacher nos insuffisances. Chaque comité, chaque AGE et l'UNEF toute entière ne peuvent faire l'économie de ce débat.

Le syndicalisme étudiant se porte bien, il convient aujourd'hui de le hisser à la hauteur des exigences actuelles.

Ce que nous voulons, c'est mettre en échec la politique du gouvernement, gagner pour vivre, étudier, décider.

2) Une UNEF toujours plus le recours des étudiants

Notre 65ème Congrès, ses débats préparatoires doivent permettre à l'UNEF de devenir toujours plus le recours des étudiants.

L'UNEF est aujourd'hui le plus sûr recours dont disposent des milliers d'étudiants : ceux qui y sont adhérents, ceux qui sont représentés ses élus, ceux qui bénéficient des services qu'elle organise, ceux toujours plus nombreux qui agissent à notre appel.

Ainsi, devenir toujours plus le recours des étudiants c'est développer notre activité autour de ces deux axes que sont les services du syndicat et l'action revendicative en ancrant l'intervention de l'UNEF dans la vie quotidienne des étudiants autour de ses élus.

De plus, progresser dans la défense des intérêts des étudiants ne peut se faire qu'avec leur concours.

L'UNEF est aujourd'hui le cadre du rassemblement des étudiants pour trois raisons :

- en premier lieu, parce qu'il existe au delà des différences sociales, idéologiques, des différences de pensée et de manière de vivre une profonde communauté d'intérêts qui permet à chacun de se retrouver dans l'organisation syndicale pour se défendre parce qu'il en a besoin.

- deuxièmement, parce que comme le dit le projet de Manifeste : «l'accroissement de nos difficultés, la volonté du gouvernement de porter atteinte à nos droits, de casser l'université renforce l'exigence de nous organiser pour nous défendre».

- enfin, parce que l'UNEF a fait la preuve de son utilité.

a) Avec nos élus, accroître le rôle de l'UNEF dans la vie quotidienne :

La vocation de l'UNEF, c'est d'organiser l'entraide et la défense des étudiants. Cela exige d'être un recours quotidien, de ne pas se limiter à des interventions générales ou périodiques. Etre utile aux étudiants, c'est être le recours pour leurs études et leur vie d'étudiant.

Dans ce cadre, la présence et l'action des élus syndicaux est le support le plus efficace de l'activité quotidienne de l'UNEF.

Les élus sont autant de recours pour chaque cas individuel. Ils sont les interlocuteurs auprès des enseignants, de l'administration et de toutes les structures de décision. La multiplication des permanences et des consultations doivent permettre aux élus syndicaux d'être toujours mieux les avocats permanents des étudiants. Présents dans tous les amphis, les élus syndicaux s'informent de toutes les questions concernant la vie de l'UER, ils renseignent les étudiants et les alertent lorsque le besoin existe.

Ils ont dans les conseils une attitude constructive, tentant en permanence de régler les problèmes au mieux des intérêts des étudiants. Ils ne sont pas gestionnaires mais les portes paroles des étudiants, intransigeants sur leur mandat, faisant appel à eux à chaque fois que leurs intérêts sont en cause.

C'est pourquoi les élus syndicaux sont les premiers animateurs de l'action collective des étudiants.

Disposer d'un élu constitue donc pour chaque étudiant une garantie d'être entendu et défendu. C'est la raison pour laquelle la participation de l'UNEF aux élections universitaires constitue un principe primordial de sa conception syndicale, base essentielle de sa rénovation.

Le gouvernement quand à lui n'a cessé de remettre en cause l'acquis que représentent les élections. Il limite la représentation des étudiants et bafoue leurs droits. Il rêve d'une université à sa botte, où plus personne ne serait élu, mais nommé. Il veut revenir à l'Université mandarinale d'avant 68, multiplie les coups de force contre les droits syndicaux.

Malgré cette puissante bataille contre la participation, les tentatives de détournement de l'expression des étudiants tentée par ses officines, la participation étudiante bien qu'encore insuffisante est semblable, à la quasi totalité des élections socio-professionnelles.

Chacun doit compter avec les dizaines de milliers d'étudiants qui se donnent des élus syndicaux, font confiance à l'UNEF.

Nos élus sont ainsi un atout décisif pour permettre la prise en main de l'université par ses usagers. Cela renforce également la responsabilité de ceux-ci.

Le syndicat doit veiller à faire reposer davantage son activité sur ses élus. Animateurs des luttes des étudiants, ceux-ci aidés par leur comité UNEF sont aussi les animateurs de l'intervention syndicale. Porteurs des revendications des étudiants, ils font de l'UNEF le syndicat de tous ceux qui veulent vivre, étudier, décider.

b) - L'UNEF un recours pour tous les étudiants, associant chacun à la vie syndicale

L'UNEF développe à l'université un syndicalisme indépendant, original.

+ L'indépendance

Nous l'affirmons dans le projet de Manifeste :

«Le premier et le plus important des principes qui guide la réflexion et l'action de l'UNEF c'est l'indépendance. L'UNEF est indépendante de tous les partis et courant politiques et organisations syndicales. Elle l'est également des instances universitaires, du patronat et du gouvernement».

Dans ce cadre un problème est naturellement abordé dans l'UNEF : les rapports entre syndicalisme et politique.

En se rénovant, l'UNEF a choisi une voie : celle du rassemblement de la grande majorité des étudiants. Pour y parvenir, elle définit une orientation syndicale de défense de tous et de chacun. Une telle orientation lui interdit-elle de prendre position sur certains problèmes politiques ?

Le débat a déjà eu lieu, les différents congrès de l'UNEF y ont porté réponse :

Les problèmes de l'enseignement supérieur sont profondément liés à ceux du pays. L'UNEF s'est définie dans la Charte de Grenoble comme instrument de défense des droits des étudiants considérés comme jeunes travailleurs intellectuels en formation et ce dans tous les aspects de leur situation et fonction. C'est dire à quel point les problèmes de la société toute entière l'intéresse.

Pour aller dans ce sens, l'UNEF a rompu définitivement avec deux maux qui détruiraient : le corporatisme et le syndicat-Mouvement politique.

Le rejet de l'un et l'autre conduit à une indépendance stricte mais non à une neutralité qui, de fait, consisterait à prendre partie pour le maintien des choses en l'état.

Le seul principe qui nous guide c'est de prendre en permanence position sur la base des intérêts des étudiants. C'est ce principe que le Bureau National et l'ensemble des AGE ont scrupuleusement suivi, notamment lors des élections législatives.

Il convient sur ce point de faire ici deux rappels :

- tout d'abord, l'UNEF et sa direction n'ont eu qu'une préoccupation durant cette période : le développement des luttes. Dès septembre 78, le Collectif National affirmait cette exigence. Nous n'avons jamais cédé à l'attentisme.

Ainsi, trois semaines avant les élections, le président de l'UNEF se félicitait des luttes massives des étudiants en Archi et invitait l'ensemble des étudiants à suivre leur exemple. Il déclarait : «Le seul chemin c'est la lutte, l'université de demain se crée dans les luttes d'aujourd'hui. Les étudiants n'attendent pas l'urne aux pieds». Cela était la seule attitude syndicale conséquente, ce fut celle de l'UNEF.

- deuxièmement, le 64ème Congrès avait donné un mandat explicite au Bureau National : rencontrer les partis de gauche, les questionner sur leur programme, informer les étudiants et s'en inspirer pour donner s'il y avait des consignes de vote.

C'est le mandat que le Bureau National et le Collectif National ont rempli en l'observant à la lettre.

Concernant le contenu de ces rencontres, le Bureau National a établi sur la base des textes de Nancy une liste de 64 questions qu'elle a posé aux partis qu'elle a rencontré, questions approuvées par le Collectif National unanime.

La direction de l'UNEF a rendu public après les rencontres une déclaration dressant le bilan des rencontres (cette déclaration est à la disposition de chacun), le Collectif National a à nouveau ratifié à l'unanimité cette déclaration.

En toute circonstance notre programme a constitué le seul point de référence dans les discussions. Certains adhérents s'étonnent que le Collectif National ait insisté sur la reconnaissance de l'UNEF comme représentant des étudiants. La grande majorité des syndiqués comprendra qu'il s'agit là d'une question importante.

En effet, la question de l'interlocuteur face au gouvernement est une question essentielle.

Devions nous accepter que n'importe quel groupuscule puisse discuter avec le gouvernement au nom des étudiants ?

L'UNEF, instruite par les manœuvres du gouvernement qui reçoit régulièrement le CELF, l'AJS ou l'UNI en tentant de les présenter comme les représentants du mouvement étudiant, a eu raison de tenir pour une question fondamentale la reconnaissance comme interlocuteur des élus étudiants dans les différentes instances et de l'UNEF comme organisation syndicale. Toute autre attitude laissait la voie ouverte à toutes les manœuvres et usurpations.

Voilà le mandat qu'a rempli la direction de l'UNEF. C'est l'évidence que de constater qu'elle n'a aucun reproche à se faire en ce domaine.

Unitaire et pluraliste

Organisation unitaire, l'UNEF est le cadre du rassemblement de la grande masse des étudiants.

Recours des étudiants, elle est ouverte à tous sans aucun a priori politique, philosophique ou religieux, elle permet à chacun de se défendre, d'être efficace.

L'orientation de l'UNEF fondée sur la défense des intérêts des étudiants permet de rassembler dans chaque amphi, dans chaque comité des centaines d'étudiants.

La diversité des opinions, des manières de vivre, des courants de pensée sont autant de sensibilités qui se retrouvent dans l'UNEF et font de l'UNEF une organisation pluraliste riche de chacun de ses adhérents.

Dans ce cadre, nous refusons toute conception du «syndicat courroie de transmission» qui reviendrait à carteliser le mouvement étudiant à des fins politiques, rendant celui-ci inefficace, divisé ?

Ainsi à chaque mouvement l'intérêt des étudiants, c'est d'être unis, nous avons fait appel aux étudiants pour répondre aux tentatives de division du mouvement étudiant.

De la FNEF et CLERU en passant par le COSEF, le MARC, l'ANEF... à notre appel les étudiants ont mis en échec ces tentatives de divisions extérieures au monde étudiant.

D'autres tentatives subsistent, le gouvernement tente de créer à coup de millions le CELF, MAS et AJS continuent à disposer de ses faveurs pour dévoyer les luttes.

Les Comités UNEF doivent faire de nouveau appel aux étudiants pour riposter à ces tentatives.

Informers les étudiants, ce n'est jamais faire de l'invective, c'est permettre que chaque étudiant prenne conscience de la nécessité de l'action démocratique, du renforcement de l'UNEF.

- Une organisation démocratique

L'association de tous les adhérents à la définition de l'orientation syndicale aux prises de décisions, est le gage de la vie démocratique, de la justesse et de l'efficacité de l'intervention syndicale, fondée sur l'exigence des étudiants, la volonté des adhérents, l'impulsion des directions de l'UNEF a permis des progrès importants dans la vie démocratique du syndicat. (envoi de courrier d'AGE, réunion plus régulière des instances du syndicat à tous les niveaux, réunion d'élus) ont permis une plus grande efficacité du syndicat).

Malgré les attaques multipliées du gouvernement contre l'UNEF et contre la vie démocratique (pression financière, pression des idées : sous information des étudiants, déversement de mensonges...).

L'UNEF est toujours plus l'organisation démocratique des étudiants.

La démocratie à l'UNEF c'est la recherche à chaque moment des points communs qui permettent de dégager les meilleures solutions dans l'intérêt des étudiants aussi bien sur l'orientation syndicale que sur les décisions d'action.

Ainsi à l'UNEF tout syndiqué joint des mêmes droits de discuter de décider, d'élire et d'être élu.

On le voit l'UNEF est loin des luttes de tendances qui ont tué l'UNEF d'hier en cristallisant les désaccords, en faisant passer la bataille entre tendances avant l'action syndicale.

Des progrès importants restent à faire, il nous faut les impulser en mettant l'UNEF au cœur de la vie étudiante.

Etre toujours plus :
L'UNEF QUI DEBAT ET QUI DECIDE,
L'UNEF QUI S'INFORME ET QUI INFORME
L'UNEF où chaque étudiant peut se retrouver, quelles que soient ses conditions de vie et d'études et qui prête plus attention aux étudiants salariés et aux résidents en cité universitaire.

Pour cela à chaque moment, il s'agit de renforcer l'intervention de tous les syndiqués.

- une meilleure coordination et circulation des informations et des avis de chacun doit être assuré par le développement des courriers de Comité, d'AGE par la parution plus régulière d'UNEF-INFORM, une meilleure prise en compte par les AGE de son financement et de son envoi à tous les adhérents.

- chaque adhérent a droit au compte-rendu, au contrôle de directions qu'il a élu, pour permettre cela, pour gagner en efficacité, il nous faut gagner en stabilité dans toutes nos directions.

L'existence de filières d'études diverses, la situation connue des étudiants de chaque secteur quant à leurs conditions d'études, le contenu des enseignements, l'avenir professionnel.

La diversification des plans du gouvernement dans chaque secteur d'étude font du développement de l'information de la coordination, de l'action par secteur d'étude une exigence des étudiants.

C'est le rôle de l'UNEF d'y répondre.

Ainsi la coordination au niveau national de tous les responsables par secteur d'étude devra être développée et progresser considérablement.

- Utiliser davantage les ressources qu'offre une organisation nationale

Par la représentation acquise par l'UNEF dans toutes les instances universitaires dans le pays, par ses élus nationaux.

L'UNEF est devenue le seul interlocuteur capable de faire entendre la voix des étudiants face au gouvernement, aux responsables universitaires.

Elle est une force qui compte dans le pays.

L'UNEF permet l'échange des expériences des propositions, la coordination des luttes par secteurs d'études.

Sources d'information décisive pour les étudiants, lieu de l'élaboration des propositions revendicatives, des initiatives d'action, elle permet la coordination nationale de l'action.

Ses 1.500 élus dans les structures universitaires, l'activité de ses élus nationaux au CNO, au CNESER en font aussi le recours national des étudiants pour développer leur lutte, pour gagner.

Pour aller de l'avant, il faut mesurer l'importance décisive que représentent les dizaines de milliers d'étudiants que

rassemble l'UNEF, les 100.000 voix qu'elle obtient aux élections universitaires, les centaines de milliers d'étudiants qu'elle rassemble dans des actions diverses ou qui bénéficient de ses services.

Certes, parallèlement à cela le taux de syndicalisation des étudiants reste relativement faible. Mais il convient de le replacer dans le cadre d'un taux de syndicalisation généralement faible dans le pays, des problèmes posés par la structure universitaire elle-même de la reconstruction récente de l'UNEF.

Elle rend plus urgente le renforcement de l'outil des étudiants.

Permettre ce rassemblement c'est bien sûr appliquer toute notre orientation. Mais c'est aussi porter un effort décisif pour permettre à chaque étudiant de venir à l'UNEF, à des dizaines de milliers de s'autoorganiser dans le syndicat.

Renforcer et améliorer l'UNEF, sur une orientation authentiquement syndicale, c'est la garantie de succès plus grand pour l'ensemble des étudiants.

L'enjeu est de taille, son succès dépend de chacun d'entre nous, le débat du 65ème Congrès doit y contribuer.